

Les VIII<sup>e</sup> crédits de reconstitution des ressources de l'AID sont entrés en vigueur;

Les gouvernements des pays donateurs ont accordé un appui retentissant au programme spécial de la Banque Mondiale pour l'Afrique sahélienne; et

Le FMI a créé une nouvelle source de prêt à conditions libérales—le Mécanisme amélioré d'ajustement structurel.

Cependant, ces efforts ne suffisent pas à résoudre les problèmes d'endettement des pays les plus pauvres. Il faut trouver des moyens de permettre à ces pays de pouvoir respecter les exigences du service de la dette. Les gouvernements donateurs sont essentiellement d'accord sur cette question. Le Canada continue de croire que la forme d'aide la plus viable à ce chapitre consiste à rééchelonner les crédits commerciaux à l'exportation à des taux concessionnels par le truchement du Club de Paris. Le Club de Paris ne s'est toutefois pas encore entendu à ce sujet. Notre défi consiste à trouver bientôt des moyens qui permettront aux créanciers de participer efficacement à une aide fort nécessaire.

La situation de l'endettement continue d'être inquiétante dans les pays à revenu moyen, notamment en raison de l'expansion qui se poursuit à l'échelle mondiale. Pour bon nombre de débiteurs en situation difficile, le fardeau de la dette ne diminue pas. Dans bien des cas, on ne constate aucun signe encourageant sur les plans de l'adaptation économique et la croissance du revenu réel.

Il faut reconnaître que les banques commerciales ont élargi leurs capitaux et accru leurs provisions pour pertes sur prêts. Ces initiatives ont contribué à réduire les inquiétudes qu'on entretenait au sujet de la menace qui pesait sur le système financier. Cependant, elles ont également rendu les banques commerciales moins cohérentes dans leur façon d'envisager le problème de l'endettement.

On constate une lassitude de plus en plus grande face au problème de l'endettement, tant chez les débiteurs que chez les banques commerciales. Il est évidemment difficile pour les pays débiteurs de prendre les décisions politiques qui consistent à conclure et à respecter des ententes avec les institutions financières internationales en matière de programmes d'adaptation. Les banques commerciales, de leur côté, doivent lever des capitaux dans les marchés financiers qu'un trop grand nombre de prêts à des PVD rend méfiants. Les banques sont donc plus réticentes à participer à de nouveaux programmes de financement. Je crois que nous avons abordé une nouvelle phase de la stratégie de gestion de la dette dans laquelle les débiteurs tentent maintenant d'accaparer leur part du marché secondaire relativement vaste des dépôts. Mais la plupart d'entre eux auront besoin pour appuyer leurs efforts d'adaptation d'importantes nouvelles sources de crédit.

Il faut redoubler d'efforts à tous les niveaux pour relancer la stratégie de gestion de la dette. Les institutions financières internationales ont un rôle crucial à jouer pour faciliter l'adaptation au niveau macroéconomique et le développement à long terme. Ils doivent élargir le champ de leurs activités et mieux les coordonner.

Les pays débiteurs ont la responsabilité capitale de libéraliser leur économie pour accélérer leur développement économique, attirer les investisseurs et contrecarrer la fuite des capitaux. La Société financière internationale et la nouvelle Agence multilatérale de garantie des investissements existent pour appuyer ce processus.

Dans leurs efforts, les institutions financières internationales et les banques commerciales doivent continuer à élargir l'éventail des choix. Les premières peuvent également faire œuvre utile en appliquant cas par cas des techniques nouvelles visant à accroître les flux financiers vers les pays débiteurs.

Et les grands pays créanciers doivent abolir les obstacles réglementaires contre-indiqués et renforcer ainsi cette action.

La Banque mondiale a un rôle clé à jouer, tant par elle-même que par une plus étroite collaboration avec le Fonds. Ensemble, la Banque et le Fonds peuvent faire plus que s'ils agissaient séparément, à la condition que leurs programmes s'épaulent mutuellement. Au cours de l'année écoulée, la Banque mondiale a dû consacrer beaucoup de temps à l'introspection. Le moment est venu pour elle de regarder à nouveau vers l'extérieur. Je vais m'attarder durant la séance de demain sur l'importance de renforcer les attributions de la Banque en matière de gestion de la dette.

De son côté le Fonds a toujours un rôle important à jouer dans la stratégie relative à l'endettement: Concevoir des stratégies d'adaptation appropriées, surveiller l'application des politiques, et fournir enfin des moyens de financement. J'ai signalé ce matin l'importance des réformes structurelles de politique. Cela vaut aussi bien pour les pays développés que pour les pays en voie de développement. J'invite le Fonds à faire jouer son influence en faveur de ce facteur de croissance économique.

Pour amener créanciers et débiteurs à croire à la possibilité de surmonter le problème de l'endettement, le Fonds dispose de deux moyens. Primo, les conditions qu'il pose doivent donner une assurance crédible qu'on s'attaque activement aux problèmes de politique. Secundo, les crédits que le Fonds accorde lui-même, de concert avec la Banque mondiale, doivent être suffisants pour inciter les emprunteurs à respecter les programmes d'adaptation.

Avant de terminer, j'appelle votre attention sur une déclaration du premier ministre Seaga qui concerne les problèmes particuliers des petits créanciers disposant de recettes moyennes. J'aimerais que cette déclaration soit consignée dans le compte rendu de nos délibérations.

Permettez-moi en terminant de souligner que le Fonds doit avoir pour premier rôle d'encourager et d'appuyer de saines politiques monétaires, budgétaires et structurelles et des politiques extérieures responsables. Il n'y a pas de solution de rechange à une adaptation crédible et rigoureuse. Mais les crédits du Fonds doivent être suffisamment souples pour faire en sorte que les bons programmes restent intacts. Pour améliorer la situation de l'endettement, il faudra avant tout que le Fonds inspire confiance dans la réussite de ses programmes.